Hier et aujourd'hui

Fondé par le Pasteur Pierre Bosc

TRIMESTRIEL
66ème ANNEE
N° 227
MARS 2018

Bulletin de l'Amicale des Pasteurs français à la retraite

EDITO

La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins...

Cette année 2018 est déterminante pour la Nouvelle-Calédonie. En 1988, après les événements tragiques de la grotte d'Ouvéa, le premier ministre Michel Rocard dépêchait en Nouvelle-Calédonie une mission du dialogue. A l'issue de cette mission, Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou acceptaient de se retrouver, à Matignon, autour de la table du dialogue. Ce furent les Accords de Matignon. On passait alors d'une situation de guerre civile à une situation de dialogue et d'écoute. Un véritable coup de génie de la part de Michel Rocard ! Un immense courage de la part de Tjibaou et Lafleur qui étaient conscients des risques qu'ils prenaient ! Dans la suite de cet accord de Matignon, Jacques Lafleur était désavoué par les siens et Jean-Marie Tjibaou était assassiné par un des siens, à Ouvéa.

Dix ans après, un nouvel accord s'est avéré nécessaire. Il fallait donner du temps au temps. Ce fut l'Accord de Nouméa. Pour élargir l'espace de la paix, de nouvelles dispositions étaient alors négociées. Et notamment, la reconnaissance d'une véritable identité Kanak, une souveraineté partagée avec transfert de compétences de l'Etat vers la Nouvelle-Calédonie, et *in fine* la perspective de soumettre au vote des populations intéressées, au plus tard en novembre 2018, la question de la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie.

Nous sommes désormais rendus au terme de cette période de 20 années prévue par l'Accord de Nouméa. Un référendum est donc attendu en 2018. La situation en Nouvelle-Calédonie a certes évolué. L'idée du destin commun a fait son chemin. Pourtant le risque d'un embrasement entre les communautés est possible. Une question binaire au référendum, du type "oui ou non" à l'indépendance, risquerait de mettre le feu aux poudres. Ce qui est important, c'est de poursuivre la construction d'un destin commun en Nouvelle-Calédonie. Le cadre institutionnel dans lequel ce destin peut s'inscrire, doit absolument garantir la paix ! Peu importe que cela soit dans ou hors de la République. Il est temps pour la France de réussir une décolonisation !

Alain Rey

Sommaire

1 : Edito - Les débuts de l'évangélisation en Nouvelle-Calédonie par J.F Zorn
2 : Mon expérience calédonienne par Gilles Vidal. Méditation par Jojo Condamin
3 : La vie des pastorales
4-5 : La Nouvelle-Calédonie face à son destin par Gilles Marsauche et Bertrand Vergniol
6 : Parmi les livres. Le Carnet
7-8 - Portrait de Jacques Stewart

Les débuts de l'évangélisation en Nouvelle-Calédonie

Pour répondre correctement à cette question, il faut d'abord distinguer la Grande Terre et l'Île des Pins, de l'archipel des Îles loyauté (Maré, Lifou, Ouvéa), car ces deux ensembles n'ont pas connu le même destin politique et religieux avant de devenir un unique Territoire de l'Outre-Mer français. La France prend possession de la Grande Terre en 1844 en débarquant un évêque à Ballade au nord de l'île. Le catholicisme commence là son implantation avant d'envoyer en 1859 un missionnaire à Ouvéa. En 1864 la France prend possession des Îles Loyauté, mais se heurte à la présence à Lifou d'un missionnaire protestant de la Mission de Londres, Mac Farlane, présent dans l'île depuis 1859. Il exige la fermeture de l'école. Devant la résistance de la population, le village de Chepenehe connaît des heurts et le temple est brûlé. Dans la suite de la prise de possession des Loyauté le gouvernement français « découvre » que l'archipel est évangélisé depuis le début des années 1840 par des évangélistes polynésiens protestants et que de fortes communautés canaques sont déjà implantées surtout à Maré et Lifou. Devant la menace coloniale française, appuyant la mission catholique, la Mission de Londres avait envoyé quelques missionnaires (dont Mac Farlane) pour épauler les communautés locales. Mais la première évangélisation des Îles Loyauté est bien le fait d'évangélistes océaniens dont les noms sont connus et célébrés : Tanielo, Tataio, Fao. La France installe son administration coloniale en Nouvelle-Calédonie et aux Îles Loyauté en 1883. Le protestantisme français est alors sollicité pour intervenir aux côtés de la Mission de Londres. La Mission de Paris envoie Philadelphe Delord à Maré en 1898. Il va continuer la formation des pasteurs canaques, les *natas*, entreprise par la Mission de Londres et n'aura de cesse, jusqu'à son départ en 1901, de demander un autre missionnaire pour faciliter l'introduction des *natas* en Grande Terre. C'est à Maurice Leenhardt, arrivé en 1902, que reviendra cette lourde tâche. Une nouvelle histoire commence alors.

Jean-François Zorn

Aller au-delà des apparences...

Par Gilles Vidal, professeur d'histoire contemporaine à l'IPT - Montpellier

Mon premier contact avec la Nouvelle-Calédonie fut rude et incertain. À peine arrivés, avec mon épouse, en février 1988, pour enseigner dans un collège protestant sur l'île de Maré, le Directeur de l'enseignement d'alors nous prévenait que nous devrions peut-être repartir en métropole tant la situation politique était instable. De fait, cette année et la suivante ont été terribles avec l'assaut des forces armées françaises dans la grotte d'Ouvéa, puis, un an après, l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwene Yeiwene, dont les enfants fréquentaient notre collège...

Pourtant nous avons été accueillis, formidablement, malgré les circonstances, non comme des « Français » venus en conquérants, mais comme des frères et sœurs de l'Église universelle, lointains successeurs de ces missionnaires du XIXe siècle partis de chez eux en laissant ceux qu'ils aimaient au nom d'un amour plus grand. Ce fut la première leçon de ces trois années : la foi, la fraternité et l'hospitalité propres à ce qu'on désigne sur place du terme générique de "la coutume", cet échange cérémoniel de paroles et de biens, ont été plus fortes que la politique et le poids de l'histoire coloniale. Bien sûr il y eut des périodes de tensions, des regards et parfois des attitudes menaçantes mais ils n'ont jamais toutefois altéré notre vie et notre bien-être, au point que notre premier enfant est né sur cette terre calédonienne.

Gilles Vidal sur l'île de Lifou, en 2006 ©alain rey

Puis ce fut une deuxième expérience, 13 ans après, comme enseignant à l'Ecole pastorale et avec une famille agrandie. Bien sûr, l'objectif était l'enseignement, mais la vie en communauté propre au campus, où les enseignants et les étudiants vivent 10 mois de l'année en permanence avec leurs familles, a constitué la deuxième leçon : impossible de faire passer un savoir, si l'on n'est pas en adéquation avec un certain savoir-vivre, voire un authentique et exigeant savoir-être. Ainsi la découverte peut-être la plus marquante de ces 5 années de ministère aura sans doute été l'importance de l'attention portée à la relation. Relation à Dieu et à l'Église avec ses traditions, relation aux ancêtres, relations entre chefferies, familles et clans, relation entre personnes. Sans doute est-ce un tropisme des insulaires ou des montagnards : on a toujours besoin de l'autre à un moment ou à un autre tant les conditions de vie – maladies, cyclones, tsunamis – peuvent tout faire basculer rapidement, malgré la technologie et les moyens de communication moderne.

Cette culture insulaire de la survie explique en grande partie l'émergence de cette "coutume" qui, vue de l'extérieur peut paraître pesante, écrasante, rétrograde, voire pour certains protestants évangéliques opposée à l'Évangile, mais qui, pour peu que l'on tente d'en découvrir les codes – un vrai défi ! – apparaît au fil de l'histoire du peuple kanak comme ce qui permet, malgré les guerres, assassinats, spoliations, trahisons diverses, de renouer et de maintenir la relation.

Ajoutons enfin que plusieurs séjours dans les îles voisines du Pacifique ont confirmé cette impression : celui ou celle qui veut faire passer un savoir est souvent jaugé sur sa façon de soigner ses relations et de participer aux cérémonies culturelles et religieuses si particulières. C'est ainsi que l'enseignant a été enseigné, ayant "désappris" pour mieux ensuite apprendre. C'est ainsi que le pasteur comprend tout à coup existentiellement cette belle parole : "tu es docteur en Israël et tu ne sais pas ces choses ?"...

Gilles Vidal

Déchirures et réconciliation

Par Georges Condamin, dit "Jojo", pasteur à la retraite, aumônier militaire en Nouvelle-Calédonie de 1987 à 1990

En 1988, Michel Rocard envoyait en Nouvelle Calédonie une mission de réconciliation. 30 ans après, on peut se demander si cela a réussi ? Oui, sans doute. Car, si on se rappelle à l'époque le climat de méfiance entre Kanaks et Caldoches, on ne peut que se réjouir de la prise de conscience de Lafleur et Tjibaou des dangers d'une guerre civile ; prise de conscience qui a conduit aux Accords de Matignon. L'un comme l'autre ont dû lutter contre les vieux démons de la haine ou du mépris. Pourtant, rien n'est jamais gagné d'avance ! La réconciliation est toujours à construire. Le dialogue doit être constant et doit être poursuivi sans cesse.

Ne trouve-t-on pas des situations semblables dans la Bible ? Pensons à la réconciliation entre Jacob et son frère Esaü, en Genèse 33. Au départ, cela risquait de capoter. On peut d'ailleurs se demander si Jacob - le trompeur - n'a pas tenté d'influencer Esaü et de marchander le pardon en envoyant en reconnaissance tout d'abord ce qui a moins de prix à ses yeux, les serviteurs, puis les servantes et leurs fils, enfin Rachel et son fils Joseph.

En fait, la réconciliation fut possible, car avant la rencontre, Jacob avait lutté avec un être mystérieux. Suite à cette lutte, il change de nom : Il se nomme désormais "Israël", autrement dit "Dieu lutte - Dieu se montre fort". Etre fort, c'est savoir accepter la rencontre, le dialogue. Etre fort, c'est accepter d'être traversé par un autre que soi et accepter d'en être modifié, changé. Après la lutte, Jacob est changé. Il est Israël. Les deux frères, après s'être embrassés, continuent à dialoguer, à se proposer des services mutuels, avant de se séparer en paix.

Prions pour que la préparation du référendum en novembre se passe dans le respect mutuel. Que chacun, que chaque culture, puissent se sentir reconnus dans leur dignité, aimés et réconciliés par et avec Dieu.

Georges Condamin

Frontière, Fraternité et Guerre

Pastorale des retraités de Montpellier

21 novembre 2017

Merci à Gilhen Antier, professeur de dogmatique à l'IPT-Montpellier, qui a présenté à notre pastorale un des thèmes de travail qu'il avait abordé dans un article sur le rapport entre la frontière, la fraternité et la guerre, paru dans la Revue d'éthique et de théologie morale, 2017, n° 14.

"La situation d'affrontement impliquée dans la notion de frontière rencontre celle de fraternité toujours hantée par le spectre du fratricide". Cette rencontre a lieu autour de la question de la guerre, dont le terrorisme constitue aujourd'hui une figure qui interroge nos propres vécus de la limite, de l'identité et de l'appartenance. Quand les frontières s'estompent, le risque de la guerre apparaît en interne. Le déplacement de la frontière de la périphérie jusqu'au centre conduit en effet à une redéfinition de la fraternité. Les ennemis d'hier deviennent des alliés stratégiques, les amis d'hier deviennent quant à eux l'ennemi à abattre. La guerre contre l'ennemi situé de l'autre côté de la frontière bascule alors en guerre civile.

Pour Freud, dans *Malaise dans la culture*, le processus civilisationnel repose à la fois sur l'amour et la haine. Fonder une communauté fraternelle rend nécessaire de tracer une frontière entre un dedans et un dehors, entre du frère et du non-frère. Pour Freud, toute société a besoin d'ennemis et donc de haine pour être unificatrice. De même que toute "religion, même si elle s'appelle la religion d'amour, a besoin d'être dure et sans amour envers ceux qui ne lui appartiennent pas."

Gilhen Antier de l'IPT-Montpellier ©DR

La parole et l'échange symbolique sont-ils les remèdes pour calmer la non-fraternité ? Reconnaître la différence n'empêche pas de voir que l'autre aussi a des points communs avec nous. L'exposition à la parole permet ainsi un déplacement de la guerre civile à la guerre civilisée. Cette idée de guerre civilisée correspond bien à l'expression de Paul Ricoeur de "conflit herméneutique". La violence potentielle peut être apaisée par le dialogue. Il est en effet possible d'assumer la violence en ne lui laissant pas le dernier mot.

Dans le dialogue islamo-chrétien par exemple, quel exutoire trouver dans l'opposition liée au mécanisme identitaire ? Quel espace symbolique de la parole partagée ?

Dans le marché économique mondial, quel universalisme promouvoir ? Quels types de frontières qui permettraient d'être soi sans confusion ?

Dans la guerre contre le terrorisme, comment développer le dialogue ? Les arabo-musulmans sont ceux qui nous posent le plus de problèmes. Or ils ne nous sont pas si étrangers que cela. Comme les occidentaux, ils sont monothéistes, rationalistes, théoriciens du politique. Ils sont notre miroir, et c'est à ce titre qu'ils sont pour nous objets à la fois de fascination, de crainte et de haine. On ne hait pas un pur étranger avec qui l'on n'a rien en commun : on ne hait que son frère.Les terroristes issus d'Europe tuent leurs compatriotes. Ils sont guidés par la haine de soi autant que par la haine des autres. Ils tuent en se tuant. La ligne ne sépare plus l'ami de l'ennemi. Il s'agit d'un mur citoyen. "Sera-t-il l'occasion de tracer ensemble une frontière où nous pourrons nous accueillir mutuellement, ou est-il condamné à être une ligne de front, théâtre d'affrontements aussi fratricides que suicidaires ?"

Denis Rafinesque

Rencontre avec l'historien

Philippe Braunstein

Pastorale des retraités de Paris

21 novembre 2017

Dans les vastes locaux paroissiaux de l'Oratoire du Louvre, nous avons une fois de plus reçu un accueil très chaleureux... et « gastronomique »... avant de partager un temps de réflexion avec l'historien Philippe Braunstein. Nous étions une bonne vingtaine de retraités intéressés par le thème qu'a développé, avec beaucoup de clarté et d'humour, cet enseignant à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, directeur d'études dans le département des Sciences Sociales : « Un regard inédit sur la Réforme à Paris. »

Le professeur Philippe Braunstein de l'EPHE ©DR

Evoquer la Réforme à Paris entre 1520 et 1560, c'est replacer dans un contexte européen - celui de l'humanisme militant et celui d'une critique de l'Eglise - les principes d'un retour à l'Evangile et l'affirmation de la Grâce de Dieu. A Paris, le roi soutient la tentative de rénovation des diocèses, dont le cercle de Meaux donne un exemple frappant : Jacques Lefèvre d'Etaples, qu'admire Luther, et Guillaume Briçonnet - prélat résidant, prêchant, faisant traduire l'évangile en français, soutenu par Marguerite de Valois, sœur du roi - font, malgré l'appui royal, l'objet de violentes attaques de la Sorbonne. L'expérience d'une réforme consensuelle échoue définitivement après l'affaire des Placards de 1534. La répression sévit contre toutes les formes d'un évangélisme, que l'apprentissage des psaumes en français, texte et musique, diffuse dans tout le royaume : la publication du Psautier en 1561 eut un succès immense malgré les interdictions répétées. La répression contre les « mal-pensants », sévère sous François Ier, s'appesantit encore sous son successeur, Henri II : les bûchers s'allument et l'on brûle à la fois les livres et les personnes, tandis que se constitue, secrètement, puis ouvertement, une Eglise « dressée » à la manière de Genève. Après quarante ans de guerres religieuses et politiques, les deux camps, épuisés, finissent par accepter le compromis fragile proposé par le pouvoir royal sous Henri III, puis sous Henri IV : l'Edit de Nantes de 1598.

Elisabeth Argaud

La Nouvelle-Calédonie au rendez-vous de son destin

Gilles Marsauche

Gilles Marsauche est journaliste à France Télévisions Outre-mer. Il a été directeur de l'antenne radio de Nouvelle-Calédonie-1ère de 2011 à 2016. Journaliste à RFO-Papeete de 1999 à 2011. Avant sa vie de journaliste dans le service public, il avait été chargé de la communication au Défap de 1988 à 1994 et envoyé Cevaa en Polynésie française comme Rédacteur en chef du journal de l'Eglise de Polynésie, le Véa Porotetani, de 1994 à 1999.

En quête d'un destin commun

En 1989, de retour de Nouvelle-Calédonie où j'accompagnais pour le Défap le pasteur Jean Domon et l'équipe de Présence protestante[1], je gardais en tête à la fois le gouffre qui séparait les deux communautés, kanak et caldoche, mais aussi leur volonté de tourner la page des «événements» qui avaient ensanglanté le Territoire. Près de 30 ans après le constat est à peu près le même : une volonté forte de bâtir un "destin commun" mais des inégalités flagrantes.

L'année 2018 est cruciale avec le référendum sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté qui doit se tenir avant le mois de novembre. La date de la consultation reste à définir - par le Congrès calédonien au plus tard en mai 2018 - mais surtout il reste à trouver un consensus sur la question posée. Déjà il a fallu des années de négociations entre les partis pour arrêter la liste spéciale référendaire instituant l'inscription d'office sur cette liste de tous les natifs de Nouvelle-Calédonie, des mois en 2017 pour élire le président du gouvernement... Et le mot "indépendance" figurera-t-il dans la question ? Le débat reste ouvert. Les divisions au sein des deux camps, loyaliste et indépendantiste, bloquent les discussions. Chacun joue sa carte entre, dans chaque camp, ceux qui souhaitent un référendum couperet, oui ou non à l'indépendance - les Républicains calédoniens, loyalistes, l'Union Calédonienne, indépendantiste - et ceux qui privilégient le lendemain du référendum, la construction d'un avenir commun en évitant qu'il y ait un vainqueur et un vaincu - Calédonie Ensemble, loyaliste, le Palika, indépendantiste. La société calédonienne reste profondément divisée malgré de nombreuses initiatives pleines d'espérance.

" Ne pas subir, rester maître de son destin, construire sans tourner le dos au progrès , tels sont les défis de la Nouvelle-Calédonie aujourd'hui.."

Bâtir sur des fractures

La carte démographique de la Nouvelle-Calédonie est l'exemple même de ces fractures. Les Kanaks sont présents principalement sur la côte est du caillou, dans les Îles Loyauté et dans les quartiers populaires ou marginalisés du nord de Nouméa. Les Caldoches sur la côte ouest et dans les quartiers aisés du sud de Nouméa.

Même constat dans l'éducation, 4% des Kanaks ont suivi des études supérieures contre 26% des non-Kanaks (cf Le Monde du 2 décembre 2017). Une partie de la jeunesse, désœuvrée, coupée de leur famille, sans repère coutumier, glisse vers la délinquance. Bétail tué, caillassage de véhicules, coups de feu, notamment du côté de la tribu de St-Louis entraînant la fermeture de la seule route vers le sud, font la une dans la rubrique des faits divers.

Et cela malgré 30 ans de politique de rééquilibrage, l'instauration de trois provinces, la province sud à majorité loyaliste, les provinces nord et des Îles Loyauté à majorité indépendantiste. Ces deux provinces se partageant près de 50% de la Dotation de fonctionnement pour 26% de la population totale. Le rééquilibrage passe aussi par le développement économique avec notamment les mines et l'usine de Nickel du Koniambo détenues majoritairement par la province Nord. L'industrie du Nickel est l'une des principales richesses du Pays, avec... le secteur public. Mais depuis 2015, le Nickel est en crise et réveille les tensions. D'autant que de nombreuses tribus vivent de son exploitation sur leur terre, sujet à de nombreuses revendications qui parfois bloquent l'accès aux mines. Face à ces contradictions, des initiatives se développent pour construire le "destin commun".

Bâtir le "vivre ensemble"

L'espoir se concrétise par des initiatives locales ou individuelles. Régulièrement des gestes coutumiers mettent fin à de vieux conflits, ou permettent de renouer le dialogue. Depuis 2010 la plupart des mairies et les institutions du Pays lèvent côte à côte les drapeaux français et indépendantiste. Le pardon entre les familles Tjibaou, Yeiwéné et Wéa, en 2004, quinze ans après l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné par Djubelly Wéa[2], est un de ces gestes d'une force inouïe voulue par les veuves, un long chemin vers la réconciliation[3]. C'est souvent par ce "chemin kanak", une tradition coutumière, que se règlent les tensions. Exemple la petite commune de Pouembout, au nord de la côte ouest, une commune limitrophe de la ville de Koné qui a connu un développement accéléré tant en population - multipliée par trois en quinze ans - qu'en infrastructures grâce au Nickel et à l'usine du Nord. Face à ce voisin envahissant, en empruntant ce "chemin", en travaillant avec les tribus, Pouembout n'a pas subi cette proximité mais au contraire elle en a profité en se développant à son échelle, selon ses propres besoins, dans le respect des équilibres.

Ne pas subir, rester maître de son destin, construire sans tourner le dos au « progrès », ce sont les défis auxquels la Nouvelle-Calédonie doit répondre. Et sur ces enjeux la classe politique est souvent absente, toute embourbée dans ses querelles politiciennes. C'est au niveau local, communal, associatif, coutumier que la population prend ces questions ...\...

…/… à bras le corps. Lifou, l'île la plus importante des Loyautés, forte de ses espaces naturels, plages, falaises, grottes, forêts notamment de santal... propices au tourisme, est très convoitée par les croisiéristes. Un projet de croisières permettant l'arrivée de plusieurs milliers de touristes par semaine a été proposé. Mais, prenant le risque de tourner le dos au développement touristique, les Vieux, représentant la chefferie, la mairie, les associations, l'ont rejeté au cours d'une réunion à Miami. L'île ne peut gérer un tel afflux. Stupeur des tour-opérateurs les voyant quitter la salle malgré leurs menaces d'abandonner la destination. Finalement un accord a été trouvé permettant chaque année à une centaine de bateaux de croisière d'accoster.

Les exemples de ce type d'initiative ne manquent pas et les Eglises participent à ces réflexions. Au début de cette année, durant les vacances d'été - mi-décembre à mi-février en N-C - l'Eglise Protestante de Kanaky-Nouvelle-Calédonie (EPKNC) a rassemblé 300 jeunes venus des 8 consistoires, sur le thème "Concitoyens d'un nouveau pays" Eph. 2/19. Si la position en faveur de l'indépendance de l'EPKNC est connue, cette réflexion n'a pas pour but d'entrer dans le débat politique, mais de transmettre des valeurs, comment "vivre avec l'autre, accepter l'autre tel qu'il est, avec ses différences"[4].

C'est l'enjeu majeur de 2018 pour éviter le retour des vieux démons.

Gilles Marsauche

1 Présence Protestante et le Défap ont réalisé en 1989 quatre émissions sur la Nouvelle-Calédonie : "Les chemins de la réconciliation".

2 Le 4 mai 1989 Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné, dirigeants du Front de libération nationale kanak et socialiste (FNLKS), viennent à Ouvéa pour la levée de deuil et se recueillir sur la tombe des dix-neuf Kanaks tués par les gendarmes en avril 1988. Au cours de la cérémonie, Djubelli Wea, militant indépendantiste, se sentant trahi par la signature des accords de de Matignon, tue les deux dirigeants, avant d'être abattu à son tour.

3 En 2006, Walles Kotra (actuellement directeur exécutif en charge de l'outre-mer de France Télévisions) et Gilles Dagneau ont réalisé un documentaire sur cette démarche "Tjibaou, le pardon".

4 Interview d'Evangéline Fraître sur Nouvelle-Calédonie 1ère.

Une Eglise porteuse des valeurs de l'Evangile...

par Bertrand Vergniol du Defap

Des liens tissés par l'histoire

Rocard, Stewart, Leenhardt, ... les noms riment, ils scandent l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie et ses liens avec le protestantisme français. Michel Rocard... « lui au moins il nous avait compris ! ». Premier ministre, il a mis en place « la mission de dialogue » afin de restaurer une parole entre les différentes communautés calédoniennes. Et il a demandé à Jacques Stewart d'en être membre. Maurice Leenhardt a fondé, en 1903, la station missionnaire Do Néva. Un pari sur l'avenir car c'était la première école destinée aux Kanaks. Il voulait promouvoir l'unité kanak par la langue et l'éducation. Et il aura protégé les Kanaks de la disparition en faisant interdire l'alcool chez les membres de l'Eglise protestante. Le passé montre que le protestantisme français a une place, dans les « ombres » et « lumières » de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie avec la France : "des hommes et des femmes sont venus en grand nombre aux XIXème et XXème siècles... parmi eux notamment, des hommes de culture, des prêtres et des pasteurs, ont porté sur le peuple d'origine un regard différent, marqué par une plus grande compréhension ou une réelle compassion" (Préambule de l'Accord de Nouméa, 1998).

Les enjeux du référendum

Maintenant, tout va se jouer autour du référendum d'auto-détermination prévu à l'automne 2018 : "destin commun", "pleine souveraineté", "lien avec la France", "place particulière du peuple kanak". Tout est en question dans ce vote. Il s'agit pour la Nouvelle-Calédonie de poser les bases d'une citoyenneté permettant aux Kanaks, peuple d'origine, de constituer avec les hommes et les femmes qui y vivent une communauté humaine affirmant son « destin commun ». Il s'agit pour la France de réussir son dernier acte de décolonisation. Dernier acte qui pourrait ne pas rimer avec pleine indépendance pour le territoire anciennement colonisé. Donner et pardonner, sans rien abandonner ! Là est l'enjeu, du côté calédonien. Du côté français, c'est de confiance qu'il s'agit. Depuis les Accords de Matignon en 1988, puis de Nouméa en 1998, la France a tenu parole. Mais il lui faut continuer à être le garant du respect des engagements !

La place de l'Eglise protestante

Parce que l'histoire douloureuse est toujours présente, parce que les tensions communautaires sont vives il s'agit de construire un avenir nouveau pour la Nouvelle-Calédonie. Dans la lignée de la poignée de mains entre Tjibaou et Lafleur. L'Eglise protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC) a devant elle un champ de mission. Par l'éducation populaire, la prédication ouverte, l'animation auprès de la jeunesse elle prend une part à cette construction. Les Eglises sont attendues. De longue date (1979), l'Eglise protestante s'est prononcée pour l'émancipation du peuple kanak, puis en 2013 pour la construction d'une nation plurielle où chacun peut et doit trouver sa place quelles que soient ses origines ethniques, ses convictions religieuses et politiques. A l'occasion du référendum de 2018, plutôt que donner une consigne de vote, elle exprime publiquement les valeurs chrétiennes qu'elle promeut, la dignité de l'homme, le respect de la mémoire meurtrie, le pardon incontournable. Des valeurs qui font aujourd'hui partie tout autant de l'identité calédonienne, des valeurs de la République et des valeurs kanaks. C'est dans ce sens que l'Eglise protestante encourage chaque citoyen, jeune, vieux, homme et femme, à engager une démarche porteuse d'espérance. Cette préparation à la consultation engage le peuple de Dieu à être responsable, digne et ouvert pour que le choix soit un acte de construction quel qu'en soit le résultat.

Bertrand Vergniol

Carnet - Carnet - Carnet - Carnet - Carnet - Carnet - Carnet

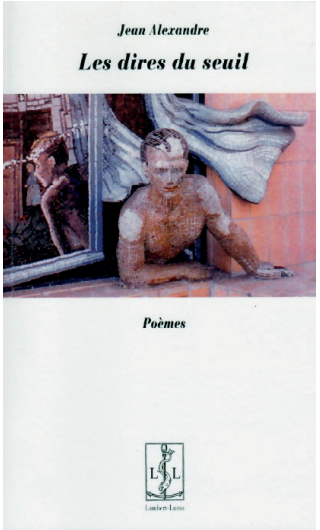
Guy Cadier est décédé le 4 février 2018, à l'âge de 97 ans.
Janine Chopin, veuve de pasteur Maurice Chopin†, est décédée le 7 décembre 2017, à l'âge de 95 ans.
Wolfgang Gross de Groër est décédé le 3 janvier 2018, à l'âge de 64 ans
Jean Klein est décédé le 6 janvier 2018, à l'âge de 78 ans
Jeanne Massini, épouse du pasteur Alain Massini, est décédée le 1er janvier 2018, à l'âge de 76 ans
Francis Muller est décédé le 3 décembre 2017, à l'âge de 90 ans
Le Major Jean Olivier est décédé le 31 décembre 2017, à l'âge de 67 ans
Antoinette Spies, veuve du pasteur Roger Spies†, est décédée le 25 janvier 2018, à l'âge de 90 ans.
Françoise Strauch, veuve du pasteur Adolphe Strauch†, est décédée le 5 février 2018, à l'âge de 89 ans
Bertrand Stricker est décédé le 10 février 2018, à l'âge de 79 ans
Gisèle Fichet, épouse du pasteur Pierre Fichet, est décédée le 27 janvier 2018

©condamin

Françoise Condamin s'en est allée le jeudi 11 janvier 2018. « Elle n'a pas voulu d'acharnement thérapeutique. Elle n'a pas souffert. Elle était très sereine, reconnaissante et confiante au Dieu de la Vie. Elle nous a donné une leçon de foi. Elle a pu dire "A Dieu" à tous ceux qu'elle aimait et qui l'aimaient ». Françoise a eu une vie remplie d'engagements comme infirmière, comme catéchète, comme visiteuse de prison, comme femme de pasteur, comme missionnaire. Des engagements qui l'ont conduite au Gabon, en Nouvelle-Calédonie, en Allemagne ou encore dans sa Charente natale. "A Dieu" Françoise et Reconnaissance !

©d.muller

Isabelle Muller s'est battue contre le cancer jusqu'au dimanche 7 janvier. Elle était trop belle, trop jeune, trop pleine de vie et de projets pour partir ! Elle laisse Denis, notre frère et collègue, membre de notre Comité de rédaction, dans une cruelle solitude. Tout comme Françoise Condamin, Isabelle a donné à tous ceux qui l'ont accompagnée une leçon de vie et de foi, au point que le personnel médical des soins palliatifs de Castelnau-le-Lez ont reconnu que vraiment elle était "à part". Lors du service de consolation et de reconnaissance il a été rappelé que dans la Bible "être à part" c'est précisément le signe de la sainteté. Isabelle était vraiment à part !



Jean Alexandre nous livre un très beau recueil de poèmes. "Arrive un moment, écrit-il dans son avant-propos, où vous comprenez que vous n'avez été qu'au seuil de votre univers. Juste entre le connu et l'inconnu. Quels que soient les mots qui vous viennent pour dire ce qui fut et ce qui vient. C'est alors que vous perdez tout esprit de sérieux, quant à vous-mêmes, pour aborder le jour. Entre rire et malheur, là où ils vous prennent tous deux par la main, en quête d'un autre versant du monde, semaine après semaine vous inventez des paroles". Merci pour tes dires, cher Jean

Editions Lambert - Lucas - 112 pages
Puy-Richard 79120 St-Coutant - 12 €

On dit adieu

à bien parler vaut seul le seuil
à qui entre on dit le bon jour
qui sort pense déjà au revoir
on dit à dieu

au temps où tout vous devient seuil
vous voici loin du premier jour
nombre de gens sans nul revoir
on dit à dieu

un temps neuf vous ouvre le seuil
d'une aventure au jour le jour
d'un soi dont l'aune est à revoir
on dit à dieu

Bienvenue aux nouveaux retraités !

Major Heidi Batail à Valence
Major Anne Thöni-Leblanc à Paris
Major Catherine Westphal -Glaziou à Douvaine
Major Claire-Lise Fournel-Naud aux Lilas
Christian Matter à Strasbourg
Charles Spellig à Laubach
Ionel Cocis à Antony
Didier Fievet à Cambon et Salvergues
Anne Miller à Paris

Merci à celles et ceux qui ont répondu à notre appel financier !

Cela nous a permis d'équilibrer les comptes 2017 ! Merci à celles et ceux qui vont encore répondre afin de commencer l'exercice 2018 sur de bonnes bases !

Hier *et aujourd'hui*

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Alain Rey
4 chemin du Presbytère
30350 Lézan
06 51 94 42 46
alain.rey-48@orange.fr

EQUIPE DE RÉDACTION
Daniel Alègre, Michel Bertrand, Jean Besset, Albert Huber, Jacques Monteil, Denis Muller, Christiane Schloesing, Serge Soulié, Etienne Vion, Jean-François Zorn

CARNET
Elisabeth Argaud
jacky.argaud@free.fr

FICHIER
Elisabeth Rey
elisabeth.rey@orange.fr

DESIGN ET MAQUETTE
Alain Rey

IMPRIMEUR
Esqualis
8, rue de Berne
30000 Nîmes
contact@esqualis.fr

ISSN 1169-9116

CONTRIBUTION
Le bulletin vous est adressé gracieusement. Merci toutefois de penser à votre contribution pour l'Amicale

Base : 10 €
Soutien : 25 €

Adressez votre chèque au nom de l'Amicale des pasteurs français à la retraite, à notre Trésorier :

Daniel Alègre
472, rue de Brunswick
30000 Nîmes

Jacques Stewart ou La Nouvelle-Calédonie au coeur

C'est au moment de la retraite, en 2002, que Jacques et Monique Stewart se sont installés aux Ollières, dans la basse vallée de l'Eyrieux. C'est un pays qu'ils ont adopté. Ils aiment le pays et les gens d'Ardèche. Ils ont aussi appris à connaître l'histoire riche du protestantisme ardéchois avec ses hauts faits de résistance, ses déchirures, ses guerres; avec ses figures héroïques : les Court, les Durand, et tous les pasteurs du Désert. Jacques précise cependant que tous ces personnages illustres dont on a retenu le nom, ont été portés par un peuple de témoins anonymes, des paysans, des petites gens qui, malgré la dureté de leur existence, "prenaient le temps de réfléchir et savaient faire des choix spirituels déterminants". "La seule chose qui me manque ici, dit Jacques, c'est la mer". Jacques est en effet cannois d'origine. Il est un enfant du sud et de la mer. Pourtant il a vécu la totalité de son ministère en dehors de la Méditerranée. Au moment d'être nommé pour son premier poste après un proposanat chez Michel Bouttier à Lyon, il a refusé d'être nommé dans le Midi. La Commission des ministères avait décidé cette année-là que tous les jeunes pasteurs seraient affectés dans le Gard, la Drôme ou l'Ardèche. "Pas moi", dit Jacques au président de la Commission des ministères. "Je veux être nommé dans le Nord". "Impossible" lui répond celui-ci, "C'est trop dur !". D'âpres discussions s'ensuivirent jusqu'au point de faire jouer, s'il n'était pas nommé dans le Nord, l'intérêt d'un appel que Jacques avait reçu pour l'Eglise du Maroc. Un mois après, il était nommé dans le Pas-de-Calais : "Nous ne l'avons jamais regretté. On a vécu une époque passionnante de mutations".

©alain rey Jacques Stewart aux Ollières, le 25 janvier 2018

Jacques fut ensuite appelé à Strasbourg dans une paroisse plutôt classique et plutôt bourgeoise, Saint-Paul. Ce sont les prisons qui le conduisent ensuite à Nancy. Dans l'été 74, les prisons sont en feu. On fait alors appel à Jacques pour servir comme aumônier à Ecrouves, Nancy et Toul : "Ce fut une période passionnante. Je me souviens de rencontres avec des détenus où nous lisions des textes de théologiens tels que Louis Evely, Leonardo Boff, et d'autres encore. On se passionnait !" En 79, il est nommé président de la région du Grand Est et s'installe en 82 à Bar-le-Duc, siège du Secrétariat régional. C'est ainsi que les prisons puis la présidence de région l'ont naturellement conduit à fréquenter les commissions puis le Conseil de la Fédération Protestante de France. En 1987, il était nommé président de la Fédération.

Michel Rocard :

"Il fallait envoyer des personnalités incontestables pour renouer les fils du dialogue rompu.."

"Je tenais mon protestant de choc"

La Nouvelle-Calédonie est alors en feu. Le dossier s'impose comme une urgence sur le bureau du tout nouveau président de la Fédération. En avril 1988, les événements virent au tragique. Deux jours avant les élections présidentielles, des indépendantistes kanaks attaquent la gendarmerie de Fayaoué sur l'île d'Ouvéa. Dans l'assaut, quatre gendarmes sont tués. Seize autres gendarmes sont séquestrés dans la grotte de Watetö près de Gossanah. On est alors entre les deux tours de la présidentielle. Chirac, premier ministre et candidat, tient absolument à ce que la situation soit réglée avant le 8 mai, jour du vote. L'ordre de l'assaut de la grotte est donné le 5 mai : 19 kanaks trouvent la mort ainsi que deux soldats français. C'est une véritable catastrophe ! Deux jours après l'assaut de la grotte, la France vote. Mitterand est élu et nomme Rocard à Matignon. L'idée de Michel Rocard en arrivant à Matignon, c'est de renouer le dialogue avec les kanaks :

"Il fallait envoyer sur place un groupe de personnalités incontestables et ne représentant qu'elles-mêmes pour renouer le dialogue", dit-il. "Comme je

...\...

…/… suis protestant, j'ai commencé par mon ami Jacques Stewart. Je lui présente mon projet : Je veux une mission qui parte dans les trois jours, faites-moi une courte liste de noms de pasteurs susceptibles d'en faire partie. Sa réponse a été immédiate: "Monsieur le Premier ministre, cher Michel, si vous me permettez, je me chargerai moi-même de cette mission". "Je tenais, dit Rocard, mon protestant de choc !"

Le rappel de cette interview de Michel Rocard donné à Télérama en 2013, fait réagir Jacques :

« C'est en effet le souvenir de Michel Rocard. En fait, on avait convenu au Conseil de la Fédération que je devais répondre à l'invitation de l'Eglise Evangélique en Nouvelle-Calédonie (ENCIL). Le Conseil de la Fédération avait reçu le pasteur Saïlali Passa, président de l'ENCIL, qui souhaitait que les liens soient resserrés et qu'une visite du président de la Fédération en Nouvelle-Calédonie soit rapidement réalisée. Je devais donc partir début mai. J'avais mon billet. Là-dessus, Rocard appelle. Et il me demande : "Vous ne voulez pas venir, vous ?" La question de Rocard me plonge alors dans un embarras fou. Dans mon esprit, il n'était pas question que je parte dans le cadre d'une mission gouvernementale. J'y allais pour l'Eglise et dans le cadre de la relation entre l'ENCIL et la Fédération mais absolument pas pour le gouvernement. Le lendemain, coup de fil de Christian Blanc que Rocard avait nommé comme chef de mission. Il me donne rendez-vous à Nouméa pour rejoindre les autres membres de la mission. Je lui fais part de mes questionnements. Je lui dis que je serai à Nouméa avant l'arrivée de la mission, dans le cadre d'une visite d'Eglise. Mais pour lui, la chose était entendue. "Peu importe, me dit-il, arrangez-vous comme vous voulez, pourvu que vous soyez à Nouméa, tel jour, telle heure". J'avais consulté Jean-Pierre Monsarrat, président de l'Eglise Réformée. Je l'ai appelé trois fois. Finalement, il m'a dit : "Oui, c'est bien que tu y sois". Jacques Maury m'a soutenu. Jacques Terme également ».

Jacques Stewart :

" J'y allais dans le cadre d'une visite d'Eglise à Eglise.."

Jacques Stewart est donc parti dans le cadre d'une mission d'Eglise. Une fois sur place à Nouméa, il a rejoint les rangs de la mission du dialogue mais avec l'assentiment et le soutien de l'Eglise Evangélique en Nouvelle-Calédonie. Cela s'est fait en totale transparence. Monseigneur Guiberteau qui représentait l'Eglise catholique éprouvait d'ailleurs les mêmes scrupules concernant la nature de la mission : "Etait-ce bien la place des Eglises ?"

Michel Rocard - © Télérama 2013

Réparer les fils du dialogue rompu

Finalement, les scrupules se sont rapidement estompés. Il faut dire que l'équipe de la Mission du dialogue n'avait reçu aucun mandat, aucune injonction, aucun impératif, de la part du premier ministre. Rocard leur avait dit une seule chose : "Il faut que vous répariez les fils du dialogue rompu". La force de cette équipe, c'était en effet qu'elle n'avait rien à proposer. Aucune solution. Aucun statut pour le territoire. Les membres de l'équipe étaient là pour écouter. Ils n'avaient rien d'autre que des mains vides à offrir. Le résultat, c'est que des fils ont été renoués ; des hommes se sont à nouveau parlé ; une communauté tout entière s'est sentie reconnue, écoutée. "Le génie de Rocard, c'est la confiance qu'il fait à la personne", dit Jacques. Il a fait confiance à Tjibaou et Lafleur. Il a su que ces deux-là avaient un intérêt commun à construire la paix. Un mois après le passage de la Mission du dialogue, ils se retrouvaient à Matignon pour une poignée de main historique et la signature des accords dits de Matignon-Oudinot. La Nouvelle-Calédonie avait basculé d'une situation insurrectionnelle à une situation de dialogue possible.

Une aventure unique

Jacques Stewart parle de son engagement dans cette mission comme d'un événement extraordinaire dans son ministère. On le comprend. Pendant pratiquement un mois, la Mission a établi plus de 1200 contacts, audiences et entretiens collectifs ou individuels avec les responsables des différents partis politiques, des corps constitués - justice, éducation, administration - avec les Eglises et les associations, avec les institutions coutumières et bien sûr avec les représentants des diverses communautés ethniques. Ce furent des dialogues souvent tendus mais qui ont libéré la parole et permis aux uns et aux autres d'exprimer leurs peurs, leur vision, leurs espoirs pour l'avenir et leurs capacités de contribuer à la construction d'un nouveau vivre-ensemble. Une aventure humaine exceptionnelle. Dans le souvenir de Jacques et dans son témoignage aujourd'hui, c'est un privilège que de l'avoir vécue.

Une capacité d'indignation intacte

C'était bon de se retrouver avec Jacques Stewart autour de ses souvenirs, mais n'allez pas croire qu'il serait un homme enfermé dans le souvenir. Il conserve sur l'actualité un regard plus que vigilant et une capacité d'indignation totale. Les derniers mots de notre entretien glissent sur la question préoccupante des migrants et de l'hospitalité. C'est l'ancien président de la Cimade qui alors se met à parler :

"La politique menée par la France depuis des décennies conduit à une catastrophe, dit-il. C'est un formidable gâchis. On a toujours voulu traiter la question des migrants sous l'angle du contrôle et de la sécurité. Comme si nous étions menacés ! Mais quand donc accepterons-nous l'idée que les migrations sont indispensables et qu'on a besoin de ce brassage permanent de populations et qu'on en aura encore besoin demain ! De toutes façons, après l'Irak et la Syrie, on aura des réfugiés climatiques et on ne pourra pas fermer les frontières. On ne peut jamais fermer. Quand donc allons-nous changer d'état d'esprit ?"

Alain Rey